



RÉFORMES ÉCONOMIQUES

OBJECTIF CROISSANCE

2008

Conférence de presse
Paris, le 4 mars 2008

Angel Gurría
Secrétaire général

Jørgen Elmeskov
Chef du Département des affaires économiques ad interim

www.oecd.org/economie/objectifcroissance2008

Objectif croissance a été lancé en 2005, inaugurant une nouvelle forme de surveillance structurelle qui vient compléter les études par pays et par secteur réalisées depuis longtemps à l'OCDE. En ligne avec la Convention fondatrice de l'OCDE de 1960, le but est d'aider à promouvoir une croissance économique vigoureuse et durable et à améliorer le bien-être des citoyens des pays de l'OCDE.

Cette surveillance est fondée sur une analyse systématique et en profondeur des politiques structurelles et de leurs résultats, à l'aide d'un ensemble d'indicateurs de politiques comparables internationalement et mis à jour régulièrement, dont les liens avec la performance économique sont clairement avérés. À partir de ces indicateurs, et en tirant parti également de l'expertise accumulée par les comités et les experts de l'OCDE, des priorités et des recommandations de politiques publiques sont formulées pour chaque membre. D'une année à la suivante, *Objectif croissance* fait le point sur les recommandations passées et les priorités évoluent, notamment suite aux mesures prises par les gouvernements dans les domaines jugés prioritaires.

Le point de départ de cet exercice est que savoir tirer les leçons des succès et des échecs mutuels est un puissant moteur de progrès. S'il faut bien sûr tenir compte de choix de société qui peuvent légitimement différer entre membres de l'OCDE, la singularité des situations nationales ne doit pas servir à justifier des politiques inefficaces.

L'appréciation de la performance est centrée sur le PIB par tête, la productivité et l'emploi. Comme le souligne la livraison 2006 d'*Objectif croissance*, ceci conduit à laisser de côté certaines dimensions importantes du bien-être. Il semble notamment que si un PIB par tête élevé tend à contribuer à de meilleurs résultats en matière de santé et d'éducation, il ne suffit pas à assurer la cohésion sociale, même si un niveau élevé d'emploi peut y aider. Toutefois, à des fins de politique économique, le PIB par tête et l'emploi permettent d'approcher mieux que les autres indicateurs disponibles cette notion de bien-être.

Objectif croissance est le fruit d'un effort conjoint entre divers Départements de l'OCDE.

ÉDITORIAL

PIB et bien-être ne sont pas équivalents. Mais, indéniablement, une productivité et un taux d'emploi élevés contribuent au bien-être – directement et aussi indirectement, en procurant des ressources qui peuvent être utilisées dans d'autres activités qui amélioreront le bien-être. Il est donc essentiel que les politiques mises en œuvre n'entravent pas la productivité ou l'emploi, sauf si d'autres aspects du bien-être le justifient.

Le numéro d'*Objectif croissance* publié en 2007 comportait cinq priorités de politique structurelle pour chaque pays de l'OCDE et pour l'Union européenne afin de remédier à certaines déficiences en matière de productivité ou d'emploi. La présente publication fait le point sur les progrès accomplis dans la réalisation de ces priorités. Selon l'état d'esprit dans lequel on se trouve, on pourra conclure que le verre est à moitié plein ou à moitié vide. Une année n'est pas une longue période dans l'optique de la politique structurelle et, sous cet angle, on peut saluer le fait que des progrès aient été accomplis pour près des deux tiers des priorités fixées en 2007. Mais ces progrès ne sont pas toujours très substantiels et ils ont été bien plus lents dans les domaines les plus délicats comme la réglementation du marché du travail. En outre, une activité économique soutenue a sans doute offert un contexte propice à la réforme en réduisant ses coûts d'ajustement. Mais, comme il avait été indiqué l'an dernier, il est également probable que la réforme ait paru moins urgente en période faste.

Cette édition comprend cinq chapitres spéciaux consacrés à des politiques et facteurs spécifiques influant sur l'emploi et la productivité.

En ce qui concerne l'emploi, *Objectif croissance* a surtout privilégié jusqu'à maintenant le nombre de personnes exerçant un emploi, plutôt que le nombre d'heures travaillées. L'un des chapitres spéciaux s'efforce à un rééquilibrage en analysant les facteurs qui expliquent les fortes disparités et, dans certains cas, les évolutions divergentes du nombre d'heures travaillées dans les différents pays.

L'étude présentée s'appuie sur une nouvelle base de données du nombre d'heures travaillées offrant une plus grande comparabilité internationale. Elle confirme un fait stylisé très commenté, à savoir que la durée annuelle du travail est bien plus élevée aux États-Unis qu'en Europe. L'écart est de l'ordre de 15 % et tient pour moitié à un nombre annuel de jours travaillés plus élevé aux États-Unis, le reste s'expliquant par une plus longue durée hebdomadaire de travail. Les différences observées pour la durée hebdomadaire moyenne de travail reflètent dans une large mesure le nombre d'heures travaillées par les femmes et l'analyse montre que les taux marginaux d'imposition jouent à cet égard un grand rôle. L'étude recense également plusieurs autres facteurs influant sur le nombre d'heures travaillées, notamment la réglementation du temps de travail. Mais, du point de vue des politiques à mettre en œuvre, il faut garder à l'esprit les deux aspects de l'emploi, le nombre d'heures travaillées et la population concernée. Des mesures faisant baisser le taux d'activité de groupes travaillant généralement un faible nombre d'heures auront bien sûr tendance à accroître le nombre moyen d'heures travaillées, mais n'en sont pas pour autant souhaitables.

L'accumulation de capital humain est l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Deux chapitres spéciaux, fruits d'une collaboration avec la direction de l'éducation de l'OCDE, analysent l'investissement dans l'éducation, respectivement dans l'enseignement primaire et secondaire et dans le supérieur. La première analyse s'appuie sur les scores PISA pour mesurer l'efficacité des

systèmes scolaires dans leur ensemble et des différents établissements. Les résultats montrent les gains d'efficacité substantiels qui pourraient être réalisés si les établissements scolaires dans un pays donné s'alignaient sur les meilleures performances nationales et si les systèmes scolaires nationaux rattrapaient les meilleures performances internationales. L'activité économique globale tire avantage d'un niveau de productivité et d'emploi plus élevé de jeunes mieux formés et/ou des économies qui peuvent être réalisées et, partant, d'impôts plus faibles. Cette étude met également en lumière les cadres d'action propices à l'efficacité, qui ont trait au choix des usagers, à l'autonomie et à la responsabilité en matière de gestion, à la taille efficace des établissements scolaires et à la nécessité d'éviter une sélection trop précoce.

Le chapitre consacré à l'enseignement supérieur présente des estimations du rendement privé à ce niveau d'éducation, qui est l'un des moteurs de l'investissement dans cet enseignement. Pour la plupart des pays, le rendement estimé est élevé par rapport à celui d'autres investissements, mais avec de fortes variations d'un pays à l'autre. La conjonction d'un rendement élevé et, dans certains cas, d'un taux relativement faible de diplômés peut tenir à ce que les étudiants potentiels subissent des contraintes de liquidités et redoutent certains risques. Effectivement, les problèmes de revenu et de disponibilité de moyens financiers sont également l'un des principaux déterminants de l'investissement dans l'enseignement supérieur. Un troisième facteur important concerne la flexibilité et les possibilités d'innovation des établissements d'enseignement supérieur. Par ailleurs, l'action à mener dans l'enseignement supérieur doit prendre également en compte les pressions qui s'exercent sur les finances publiques, la mobilité croissante des diplômés au niveau international et le souci de réduire une aide qui bénéficie essentiellement à la population la plus favorisée. Cette conjonction de facteurs va dans le sens de politiques élargissant l'autonomie et la responsabilité des établissements d'enseignement, d'un plus grand rôle des étudiants dans le financement de leur scolarité et de mesures propres à alléger les contraintes de liquidités et à atténuer le risque de l'investissement dans l'enseignement supérieur.

Deux chapitres analysent le rôle moteur de l'ouverture extérieure dans l'activité économique. Le chapitre qui traite de la géographie économique montre que la distance reste l'un des principaux déterminants du profil des échanges internationaux. Les pays éloignés des centres d'activité économique commercent moins que ceux qui en sont proches. Dès lors, les pays excentrés bénéficient moins des avantages qui découlent des échanges sous la forme d'une spécialisation plus poussée, d'économies d'échelle et de pressions concurrentielles. Les effets sur le PIB peuvent être très marqués.

Ce chapitre examine également le rôle des ressources naturelles et montre que les pays où ces ressources sont abondantes tendent à avoir un PIB plus élevé. Ce constat va à l'encontre des résultats qui donnent à penser que la dotation en ressources naturelles peut être une malédiction pour les pays en développement, mais il peut s'expliquer par le fait que les pays de l'OCDE ont généralement une gouvernance plus solide. Il faut garder à l'esprit le rôle de la distance et de la dotation en ressources naturelles lorsqu'on compare la performance économique des pays. Certains ont plus de facilités que d'autres. Mais être avantagé ou désavantagé ne saurait justifier des politiques inadaptées et cette analyse ne suggère nullement que la distance ou la dotation en ressources naturelles doivent modifier les priorités *d'Objectif croissance*.

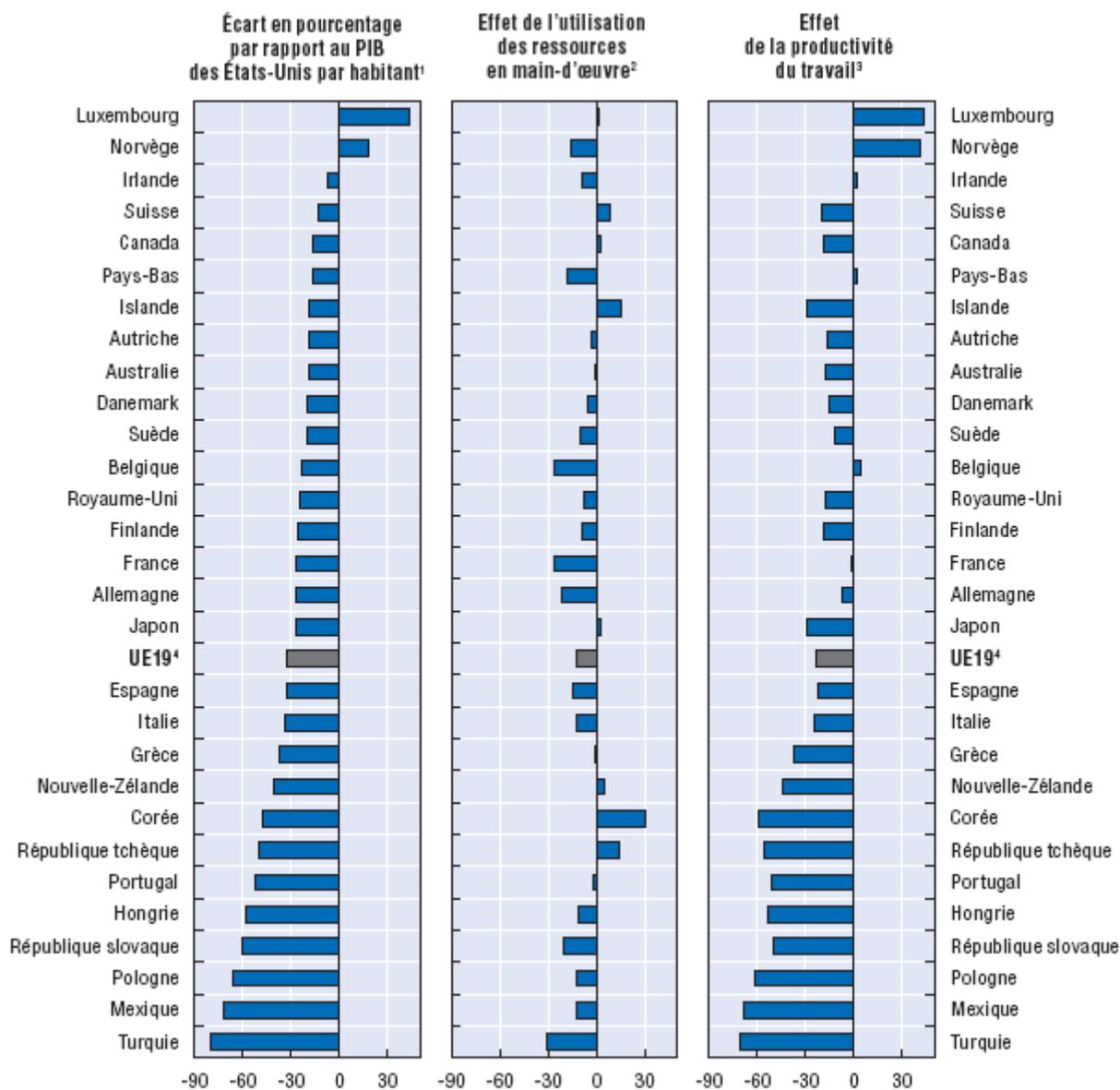
Le deuxième chapitre consacré à l'ouverture, reposant sur une analyse de la direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE, examine l'influence de la réglementation des marchés nationaux sur les échanges de services. Comme on pouvait s'y attendre, il s'avère qu'une réglementation restrictive entrave les échanges de services. En outre, les échanges de services entre deux pays sont moindres en cas de structure réglementaire très dissemblable. Selon les estimations présentées dans cette étude, les échanges de services pourraient presque doubler en moyenne si les pays alignaient leurs réglementations sur celles du pays de l'OCDE le moins restrictif. Comme pour les échanges de biens, une intensification des échanges de services donnerait un coup d'accélérateur au PIB.

Les analyses qui font l'objet des chapitres spéciaux de cette publication contribueront à faire évoluer le cadre analytique permettant de fixer les priorités dans les futurs numéros d'*Objectif croissance*. En définitive, il ne peut y avoir de saines recommandations de politique économique sans une analyse aussi solide et aussi complète que possible.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Jørgen Elmeskov
Chef du Département des affaires économiques par intérim

Déterminants des écarts de revenu réels (en 2006)

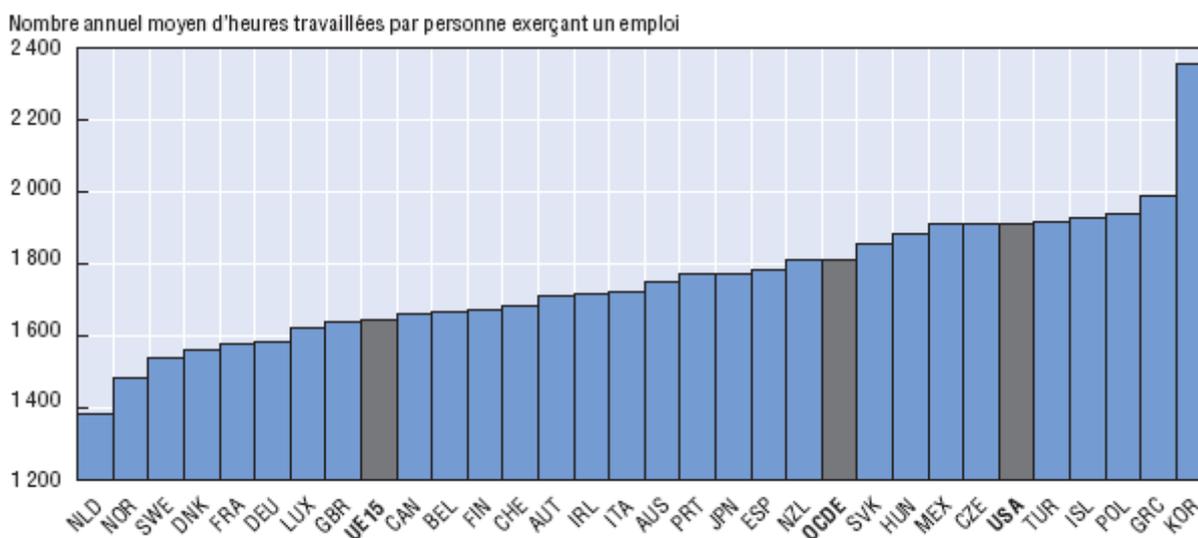


1. À parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'année 2006. Dans le cas du Luxembourg, la population est augmentée du nombre de travailleurs frontaliers afin de prendre en compte leur contribution au PIB. Les données pour la Grèce tiennent compte de l'augmentation de 10 % du niveau du PIB, agréée par Eurostat en octobre 2007.
2. L'utilisation des ressources en main d'œuvre est mesurée en nombre total d'heures travaillées par habitant.
3. La productivité du travail correspond au PIB par heure travaillée.
4. UE19 comprend les pays qui sont à la fois membres de l'Union européenne et de l'OCDE.

Résumé des progrès à la suite des recommandations

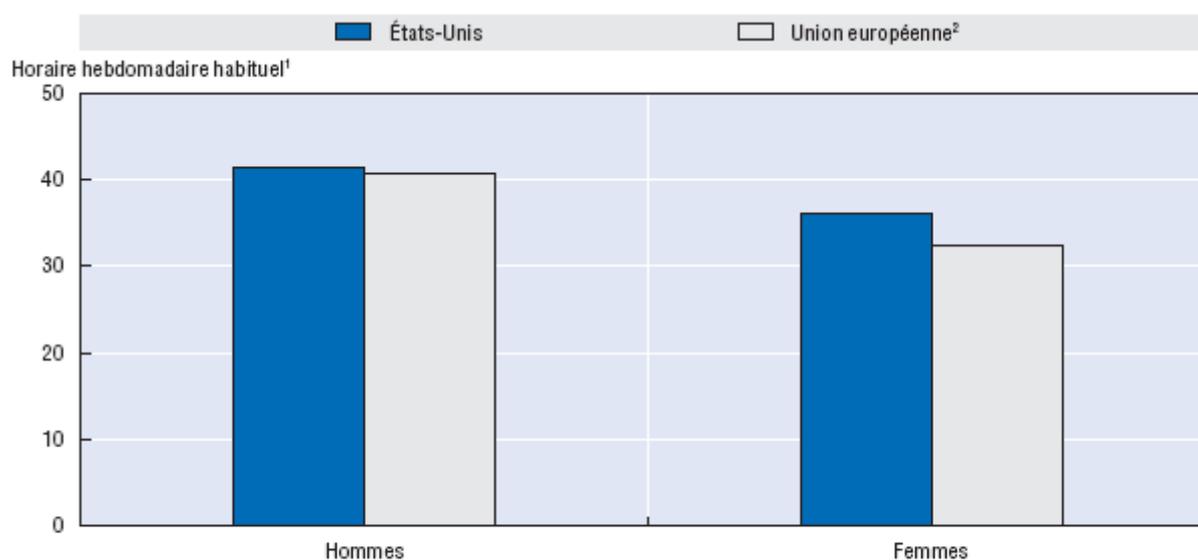
Secteurs	Mesures prises en pourcentage
Réglementation des marchés de produits	59
Enseignement	80
Marché du travail	55
Fiscalité du travail	72
Politiques du marché du travail	39
Total	61

Heures travaillées : Le nombre annuel d'heures travaillées par personne exerçant un emploi varie entre pays de l'OCDE



1. Le nombre annuel d'heures travaillées est basé sur des données standardisées (voir l'encadré 3.1) pour tous les pays, à l'exception de la Corée, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie, pour lesquels on utilise les données officielles publiées dans les *Perspectives de l'emploi*. Les moyennes pour l'OCDE et pour l'Union européenne (UE15) sont pondérées en fonction des niveaux d'emploi.

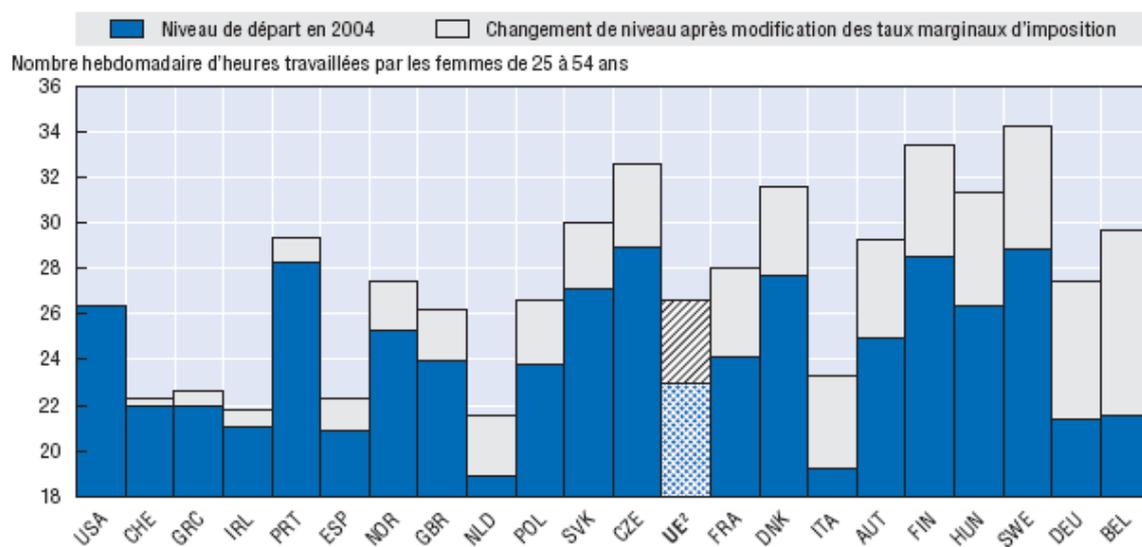
Les femmes européennes travaillent moins d'heures par semaine que les femmes américaines



1. L'horaire hebdomadaire habituel est la durée d'une semaine de travail habituelle; elle correspond au nombre hebdomadaire d'heures travaillées en général.
2. La moyenne pour l'Union européenne (UE15) est pondérée en fonction des niveaux d'emploi.

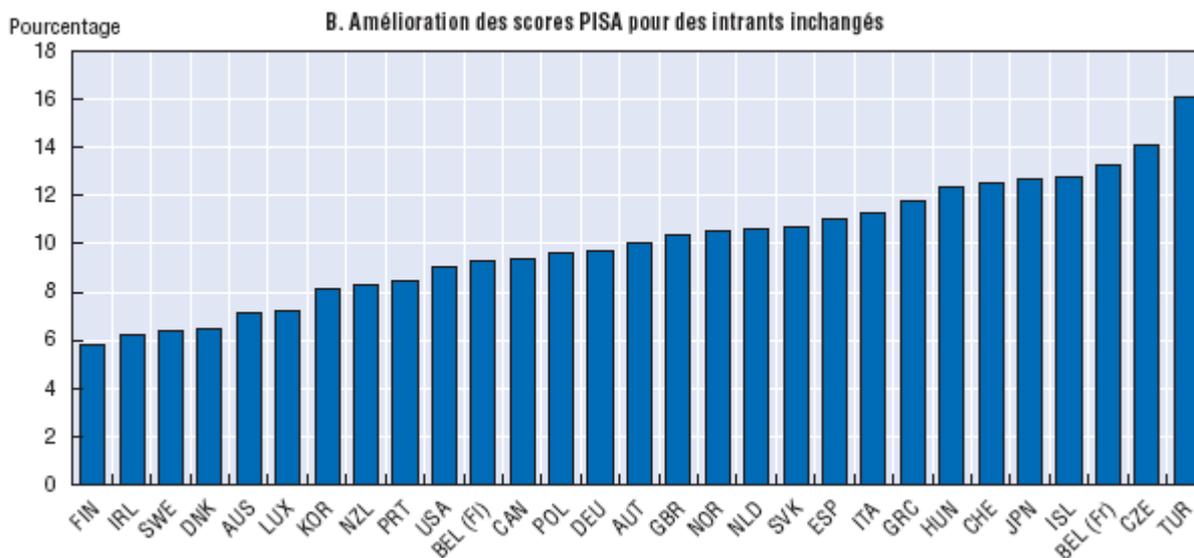
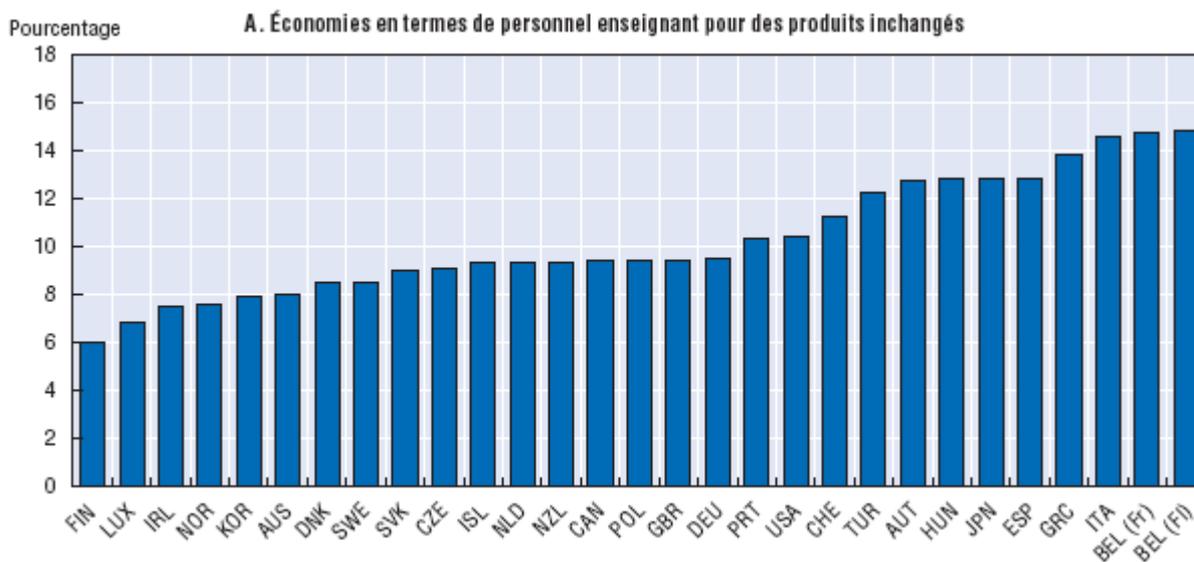
L'alignement des taux marginaux en Europe sur ceux des États-Unis comblerait l'écart de la durée hebdomadaire du travail avec les États-Unis

Impact sur le nombre hebdomadaire d'heures travaillées par les femmes¹

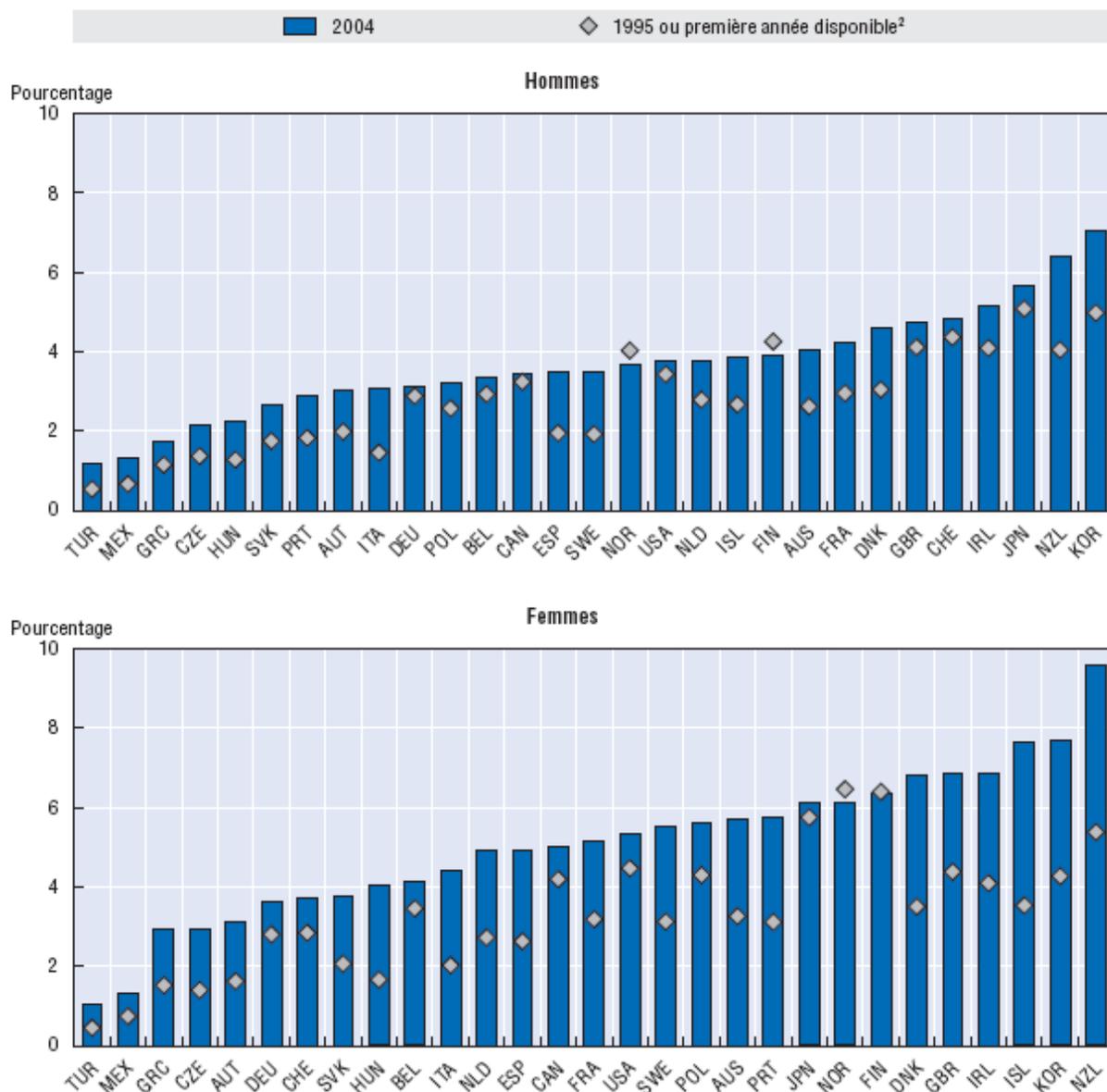


1. Les pays sont classés par ordre croissant d'augmentation du niveau après modification des coins fiscaux marginaux.
2. La moyenne pour les pays européens (ceux figurant dans le graphique) est pondérée en fonction des niveaux d'emploi.

Dans les écoles : gains potentiels générés par l'adoption des meilleures pratiques nationales

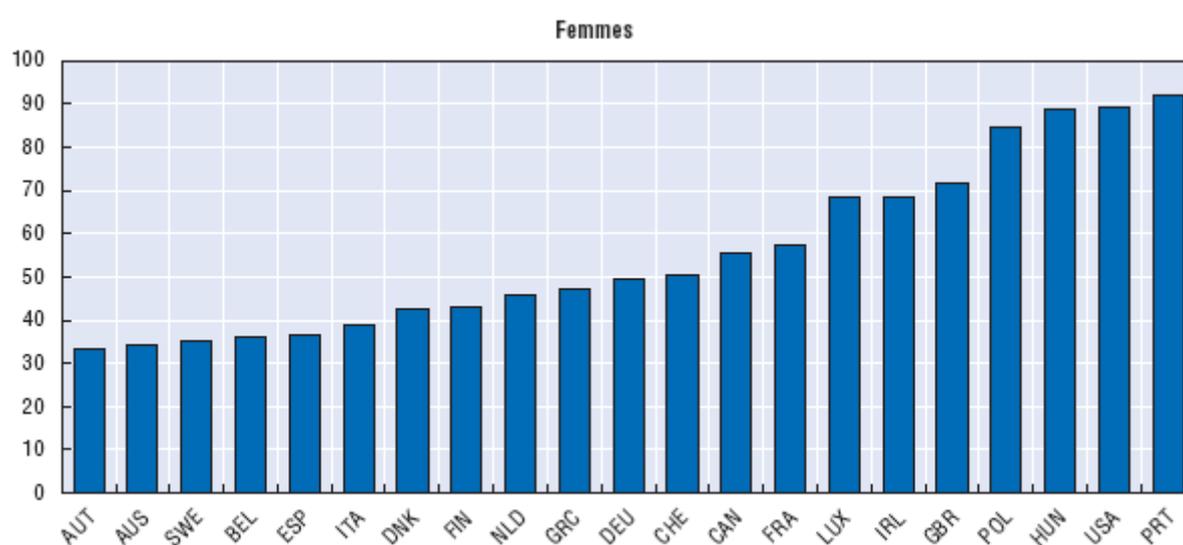
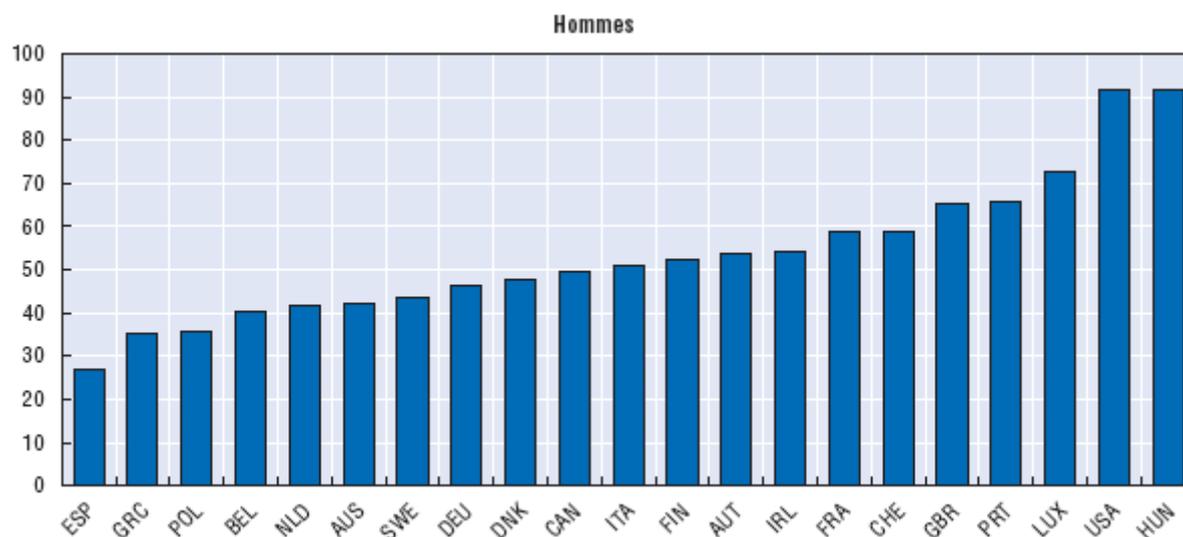


L'enseignement supérieur : nouveaux diplômés (en pourcentage de la cohorte des 20-29 ans, par sexe)



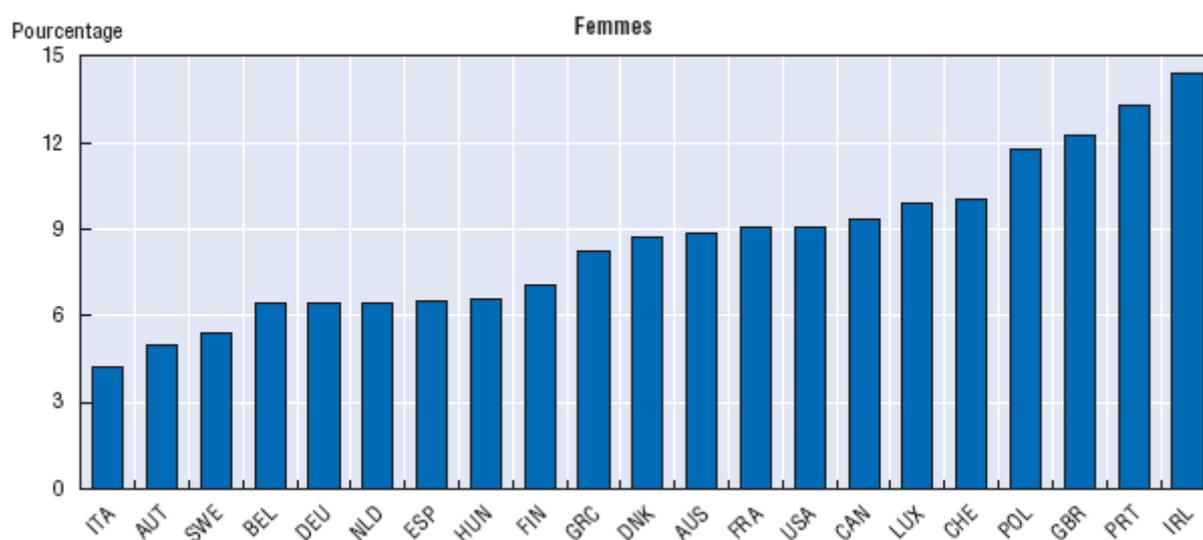
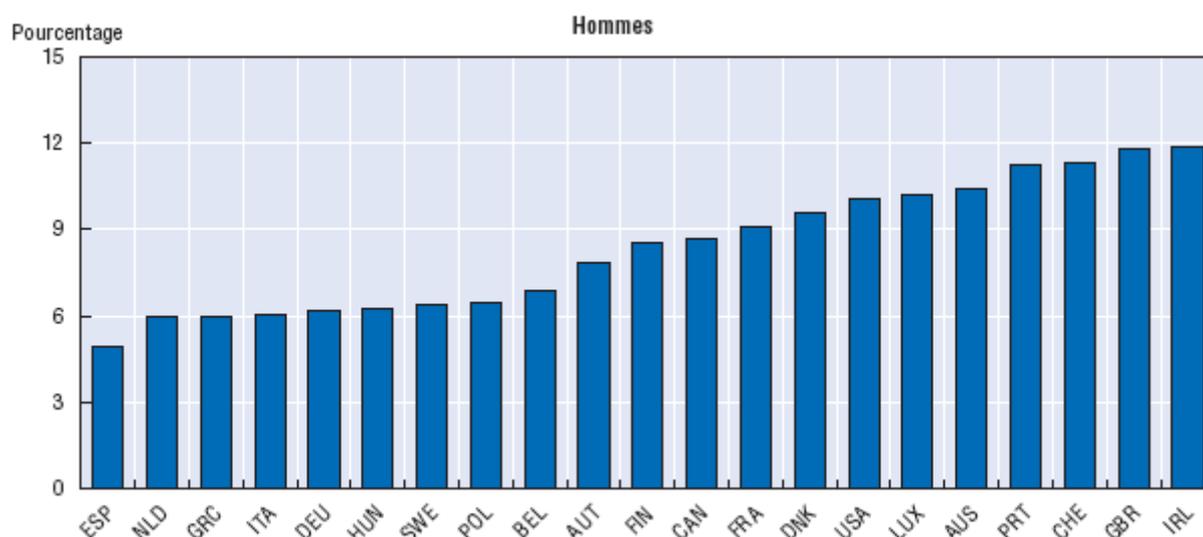
1. Les diplômés du supérieur englobent tous les individus, y compris les plus de 29 ans.
2. 1996 pour le Mexique et la Nouvelle-Zélande, 1998 pour l'Islande, 1999 pour la Suisse et 2000 pour la Belgique et la Pologne.

Prime de rémunération brute des diplômés de l'enseignement supérieur
(en 2001, et en pourcentage des rémunérations brutes des diplômés du deuxième cycle)



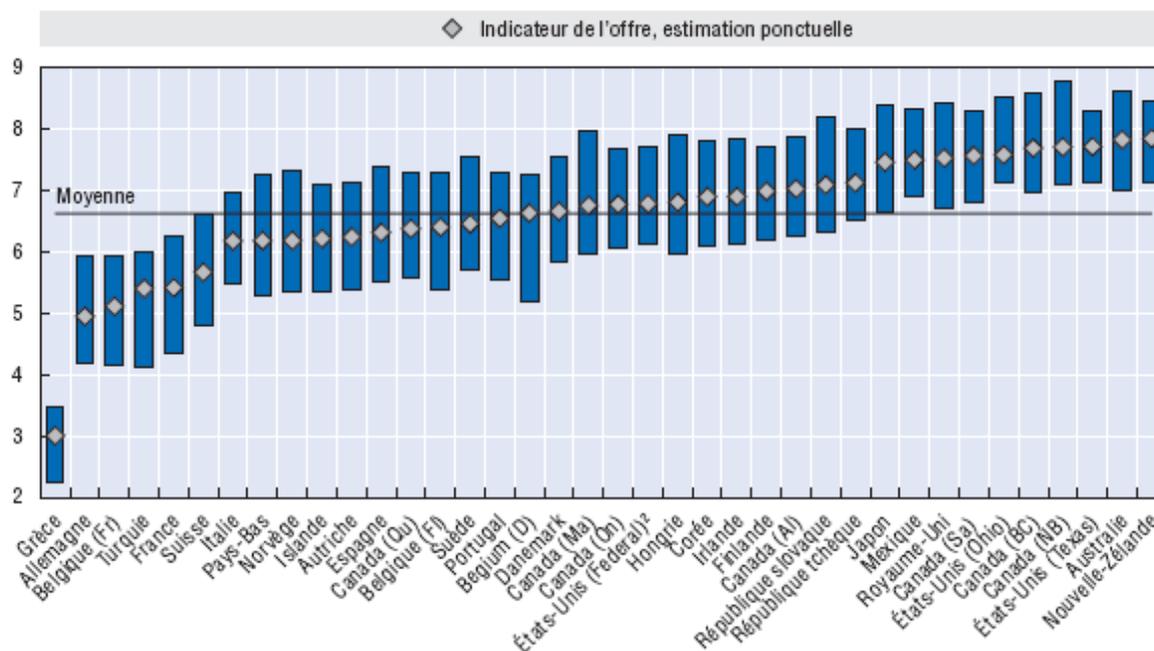
Estimations de la hausse de la rémunération horaire brute par rapport à un diplômé du secondaire, en tenant compte de caractéristiques individuelles autres que le niveau d'instruction.
1997 pour la Hongrie et 2000 pour la Pologne et la Suisse.

Taux de rendement interne privé des études supérieures (en 2001)



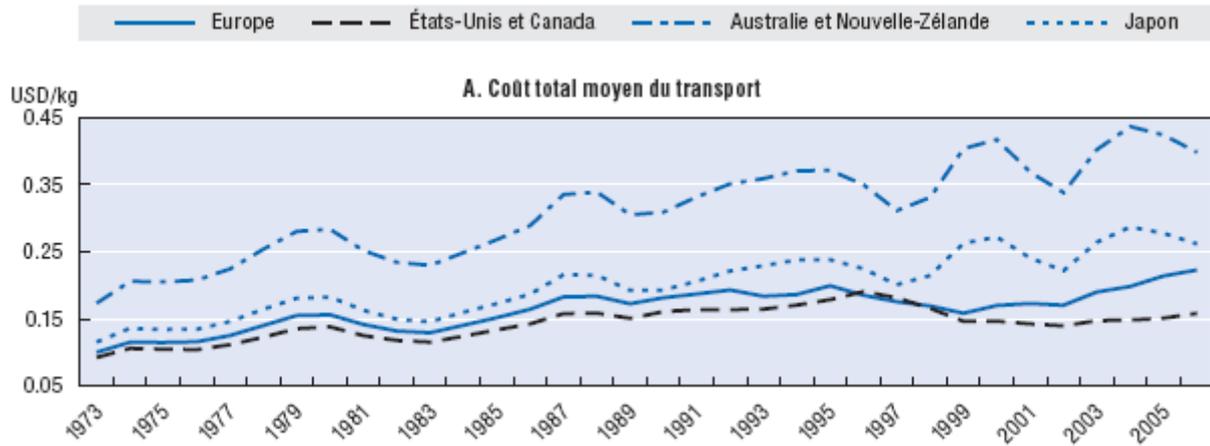
Ces taux de rendement couvrent les primes pour le salaire, l'employabilité, l'indemnisation du chômage et la pension de retraite qui sont liées à l'enseignement supérieur, ces primes étant corrigées pour tenir compte de l'impôt. Ils couvrent également les coûts d'opportunité et les coûts directs de l'enseignement supérieur. On prend pour hypothèse une hausse de la productivité du travail dans l'ensemble des pays de 1.75 % par an. 1997 pour la Hongrie et 2000 pour la Pologne et la Suisse.

La flexibilité de l'offre d'enseignement supérieur (en 2005-06)



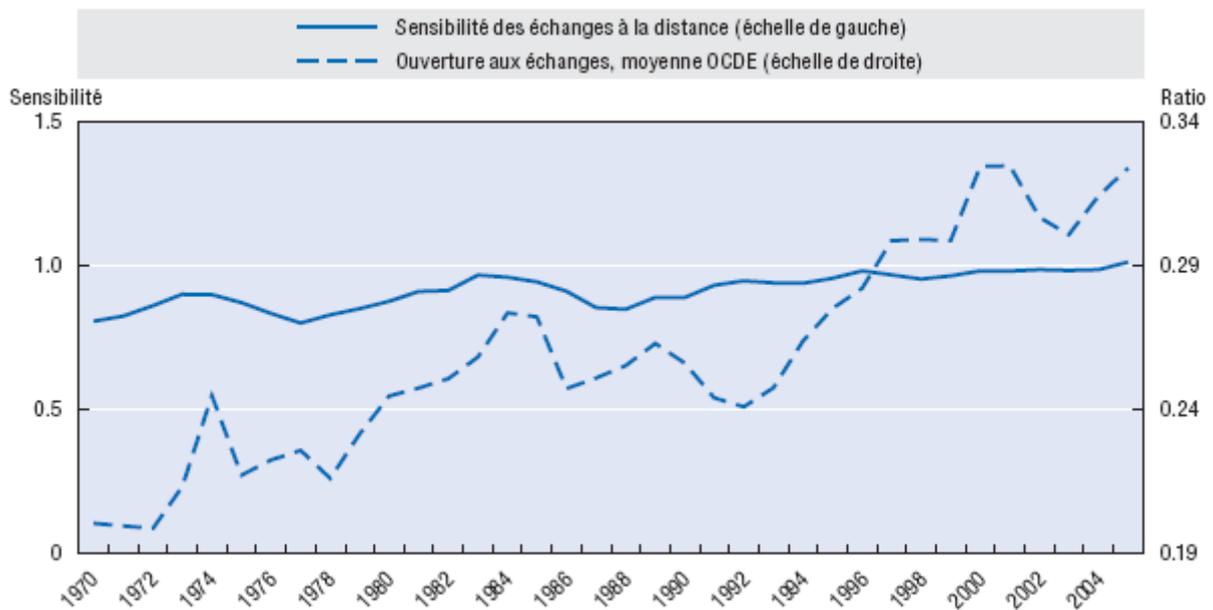
1. Les provinces canadiennes sont : Al : Alberta, BC : Colombie britannique, Ma : Manitoba, NB : Nouveau Brunswick, On : Ontario, Qu : Québec et Sa : Saskatchewan. Les régions belges sont Fr : Communauté française, Fl : Communauté flamande et D : Communauté germanophone. Les barres correspondent aux intervalles de confiance à 95 % obtenus par la méthode des coefficients de pondération aléatoires appliquée aux différentes composantes de l'indicateur synthétique.
2. En interprétant cette valeur pour les dispositions fédérales relatives à la flexibilité de l'offre et à l'obligation de rendre compte, il convient de noter que les financements fédéraux ne représentent qu'une petite part de l'ensemble des financements des établissements d'enseignement supérieur américains.

Coût du transport



Moyenne pondérée du coût du transport maritime, aérien et routier, en USD/kg, déflaté par l'indice des prix des biens manufacturés aux États-Unis.

Ouverture aux échanges et sensibilité des échanges à la distance



La sensibilité correspond à l'élasticité des échanges bilatéraux à la distance, estimée à partir d'une équation de gravité. Une sensibilité égale à un signifie que les échanges diminuent de 1 % lorsque la distance augmente de 1 %. Le ratio d'ouverture aux échanges est égal à la moyenne des importations et des exportations, divisée par le PIB.

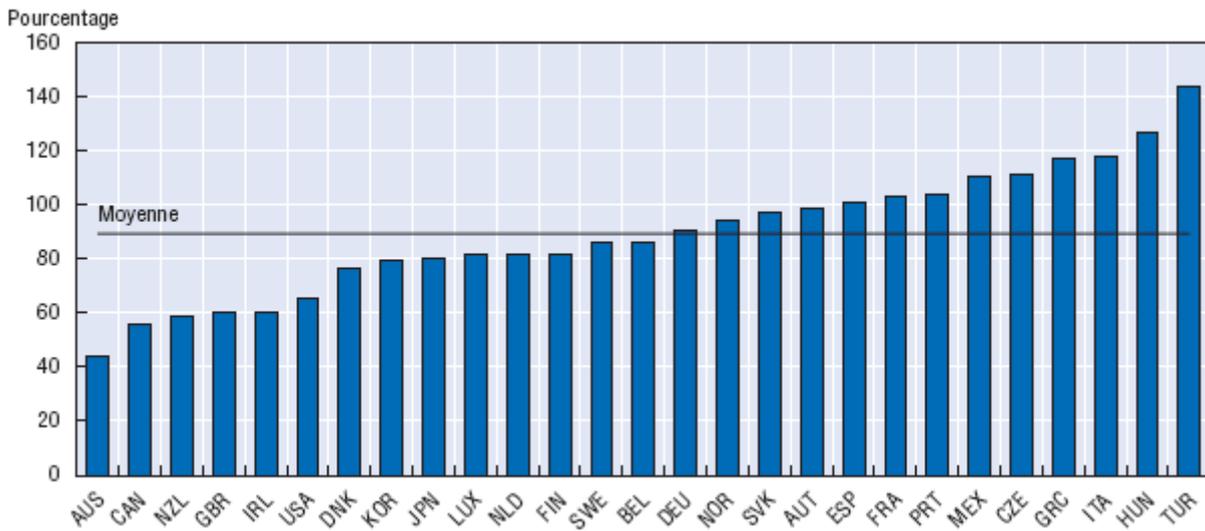
Impact de la géographie sur le PIB par habitant (différence en pourcentage, moyenne 2000-04)

	Proximité des marchés	Ressources naturelles
Australie	-10.6	1.7
Autriche	1.8	-0.8
Belgique	6.7	-1.2
Canada	2.1	1.7
Danemark	2.2	0.3
Espagne	-1.2	-1.0
États-Unis	-0.3	-0.6
Finlande	-2.4	-1.0
France	3.4	-0.7
Grèce	-3.7	-1.1
Irlande	0.6	-0.7
Italie	1.3	-0.8
Japon	3.0	-0.8
Norvège	-1.5	8.5
Nouvelle-Zélande	-10.1	-0.5
Pays-Bas	5.6	-0.5
Portugal	-2.7	-1.3
Royaume-Uni	3.8	0.1
Suède	-1.4	-0.6
Suisse	3.3	-0.7
<i>Minimum</i>	<i>-10.6</i>	<i>-1.3</i>
<i>Maximum</i>	<i>6.7</i>	<i>8.5</i>
<i>Moyenne</i>	<i>0.0</i>	<i>0.0</i>

Si l'on prend comme exemple l'Australie, le tableau se lit comme suit : par rapport au pays moyen de l'échantillon, l'éloignement de l'Australie contribue à diminuer son PIB par habitant de 10.6 % en moyenne sur la période 2000-2004.

Gains après harmonisation totale de la réglementation des marchés de produits sur la position la moins restrictive

Augmentation estimée des échanges de services



Augmentation estimée du PIB par habitant

